

● (1450)

Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) espère que le ministre ira en Europe. A moins que je ne me trompe, il veut aller à la pêche. Je voudrais qu'il reste ici et nous aide à construire quelques logements. A l'horizon se profile le problème de logement le plus grave depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant nous retardons les rencontres, nous perdons notre temps et nous nous demandons quand le budget sera présenté. Nous parlons du programme d'aide pour l'accession à la propriété, de ceci et de cela, d'un autre programme alors que tremblent tous les fondements du programme d'habitation. Il est inconcevable que le Canada, avec toutes ses ressources foncières, avec tous ses matériaux de construction, se trouve dans une situation où le nombre des mises en chantier au cours des trois premiers mois de 1975 a accusé la baisse la plus forte jamais enregistrée depuis 1946. Cela va de mal en pis, et c'est pourquoi nous ne pouvons absolument pas approuver l'attitude qu'a prise le ministre cet après-midi en énumérant sa liste de programmes.

De toute évidence, les prémisses sur lesquelles se fonde notre politique de l'habitation sont fausses. Il est d'usage pour le gouvernement d'utiliser l'habitation comme instrument anticyclique. Lorsque le cycle des affaires est en baisse, nous construisons des maisons, les taux d'intérêt diminuent, la demande augmente et le nombre de mises en chantier aussi. Lorsque le cycle des affaires est dans une courbe ascendante, les taux d'intérêt montent, la demande baisse et nous ne construisons pas de maisons. De nos jours, la conjoncture traditionnelle du cycle des affaires ne sert à rien. A cause de politiques économiques médiocres, nous faisons face à l'inflation qui grimpe de plus en plus accompagnée d'un chômage croissant. Nous ne voyons plus la même conjoncture qui existait de 1945 à 1970. L'inflation devrait diminuer parce que le chômage s'accroît, mais le phénomène ne se produit pas.

Une voix: Pourquoi?

M. Gillies: Le député n'a qu'à faire un discours, s'il veut intervenir. Il est grand temps d'examiner nos politiques de logement et de cesser de prétendre qu'elles donnent de bons résultats. La vérité c'est la mauvaise gestion de notre économie nous afflige en même temps d'un niveau élevé de chômage et d'un taux d'inflation élevé. On ne peut plus appliquer des programmes de logement de la même façon qu'il y a 20 ans. Les temps ont changé. Inutile donc de conserver des programmes dépassés et inefficaces.

Une voix: Ils ne sont pas inefficaces.

M. Gillies: Ils sont tout à fait inefficaces.

Une voix: Et 450 millions, c'est tout à fait inefficace?

M. Gillies: On peut toujours parler de ces 450 millions. Mais les programmes de l'État ne construisent pas de maisons. Le nombre des mises en chantier est en baisse de 100,000.

Une voix: A quelques maisons près!

M. Gillies: A quelques maisons près, dit le député. Bien sûr, c'est facile à dire pour les députés des régions rurales, mais c'est impossible quand on vit dans une ville, quand on représente des citadins. Les jeunes pensent depuis toujours, au Canada, qu'ils pourront s'acheter une maison. Mais il ne semble pas que ce soit le cas maintenant. A quoi bon se leurrer? Le gouvernement du Québec s'est fait des illusions pendant longtemps sur ses problèmes ouvriers.

Les subsides

On peut s'illusionner sur des tas de choses, mais il faut bien un jour ouvrir les yeux. Et pour ce qui est du logement, ce jour-là est arrivé. La vérité crève les yeux. Nous ne réglerons jamais le problème du logement avec l'approche empruntée cet après-midi par le ministre. Il table sur des conditions économiques qui ont disparu depuis longtemps.

Contrairement au député de Winnipeg-Nord, je ne pense pas qu'il faille augmenter le nombre des programmes gouvernementaux. Plus il y a de programmes, moins il se construit de maisons. Le gouvernement est tellement intervenu dans ce secteur qu'il a réussi à le détraquer. Du train dont vont les choses, il y a peu d'espoir d'amélioration.

Le ministre m'a bien déçu par ses observations de cet après-midi. Avant d'entendre son discours, j'étais enchanté de cette belle journée de vendredi. En arrivant ici, j'ai pensé que nous allions chercher des solutions au problème, que nous chercherions à le résoudre. Dans la conjoncture économique actuelle, il est impensable de se lancer dans le genre de programmes dont a parlé le ministre. C'est une impossibilité.

Si l'on veut construire des logements dans notre pays, et je sais qu'il s'agit là d'un problème complexe et épineux, il faut trouver un moyen d'attirer des fonds hypothécaires sur le marché à des taux réalistes, de sorte que le Canadien moyen puisse en profiter. Les Canadiens ont besoin d'habitations. On doit donner au Canadien la possibilité de s'acheter une maison. Il ne peut le faire aux prix et aux taux hypothécaires actuels, et il est impossible d'abaisser les prix tant que l'on n'aura pas enrayé l'inflation. Il faut trouver un moyen de réduire les taux d'intérêt hypothécaires.

Une voix: Quelle solution proposez-vous?

M. Gillies: Je suis venu ici cet après-midi pour obtenir la réponse aux problèmes du logement. Qu'en est-il? Non seulement n'obtenons-nous pas de réponse au problème, mais encore nous constatons que le ministre n'admet même pas l'existence de ce problème; il ne se rend pas compte que les facteurs économiques ont changé. Néanmoins, il a l'insolence de demander à l'opposition: «Que devrions-nous faire?» pour l'amour du ciel, j'ai toujours pensé que le gouvernement était élu pour faire preuve de leadership dans notre pays. Nous assistons actuellement à la plus forte baisse depuis 20 ans en ce qui concerne la construction domiciliaire.

Il y a quelques années, le Conseil économique du Canada révélait dans son rapport annuel que le Canada avait besoin de 250,000 logements par an pour faire face au nombre croissant de familles. Cette année, nous allons en construire 165,000. Ce sera la pire année de la récente histoire. Le ministre a l'obligation de renverser le courant pour le bien des habitants de notre pays. Je lui conseille de revoir avec les fonctionnaires de son ministère leur façon d'envisager la question de l'habitation.

Il se peut qu'il faille mettre sur pied un programme en vertu duquel une certaine proportion de l'épargne serait déposée dans des caisses d'économie qui, à leur tour, les destineraient au marché hypothécaire. Je n'ai jamais compris pourquoi le gouvernement n'a pas créé depuis longtemps une banque centrale d'hypothèques. Il faudra peut-être créer des sociétés immobilières ou des associations d'épargne et de prêts qui investiraient leur argent dans des hypothèques. Nous devons peut-être subventionner les taux d'intérêt. Certains ne seront pas en faveur de pareils programmes, mais c'est une nécessité. Il faudra